

JOURNAL OFFICIEL N°4 DU 1 AVRIL 2010

Ordonnance N° 008/PR/2010 du 25/02/2010 portant modification et abrogation de certaines dispositions de la loi n°16/01 du 31 décembre 2001 portant Code Forestier en République Gabonaise.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

CHEF DE L'ETAT;

Vu la Constitution;

Vu le décret n°0804 /PR 1 du 19 octobre 2009 fixant la composition du Gouvernement de la République ;

Vu la loi n°008/2010 du 15 février 2010 autorisant le Président de la République à légiférer par voie d'ordonnances pendant la période d'intersession parlementaire ;

Vu la loi n°16/01 du 31 décembre 2001 portant Code Forestier en République Gabonaise ; ensemble les textes modificatifs subséquents;

Le Conseil d'Etat consulté;

Le Conseil des Ministres entendu;

ORDONNE:

Article 1er: La présente ordonnance, prise en application des dispositions de la loi n°008/2010 du 15 février 2010 susvisée, porte modification des dispositions des articles 227 et 244 et abrogation de celles des articles 237 et 238 de la loi n°16/01 du 31 décembre 2001 portant Code Forestier en République Gabonaise.

Article 2: Les dispositions des articles 227 et 244 de la loi n°16/01 du 31 décembre 2001 susvisée, sont modifiées et se lisent désormais comme suit:

« **Article 227 nouveau:** La Production nationale des grumes est destinée à couvrir la demande des unités de transformation locale.

A ce titre, toute exploitation forestière doit participer à la promotion des industries locales de transformation du bois.

Un arrêté conjoint des Ministres des Eaux et Forêts, de l'Economie et de l'Industrie fixe le volume de production des grumes en fonction de la capacité industrielle totale installée.»

« **Article 244 nouveau:** L'attribution, la possession, le renouvellement, l'échange et le transfert de tout titre d'exploitation, la transformation par sciage à la tronçonneuse, la commercialisation et l'exportation des produits forestiers, sont soumis selon les cas aux taxes ou redevances ci-après:

- taxe d'abattage;

- *taxe de superficie;*
- *taxe de renouvellement;*
- *taxe de transfert ;*
- *taxe de transformation par sciage à la tronçonneuse;*
- *droits et taxes de sortie;*
- *taxe de fermage;*
- *redevance spécifique de soumission des plantations;*
- *charges forestières. »*

Article 3 : Les dispositions des articles 237 et 238 sont abrogées.

Article 4: Des textes réglementaires déterminent en tant que de besoin, les dispositions de toute nature nécessaires à l'application de la présente ordonnance.

Article 5: La présente ordonnance sera enregistrée, publiée selon la procédure d'urgence et exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Libreville, le 25 février 2010

Par Le Président de la République, Chef de l'Etat ;

Ali BONGO ONDIMBA

Le Premier Ministre, Chef du Gouvernement ;

Paul BIYOGHE MBA

Le Ministre des Eaux et Forêts, de l'Environnement et du Développement Durable ;

Martin MABALA

Le Ministre de la Justice, Garde des Sceaux ;

Anicette NANDA OVIGA

Le Ministre de l'Economie, du Commerce, de l'Industrie et du Tourisme ;

Magloire NGAMBIA

Le Ministre du Budget, des comptes Publics et de la Fonction Publique, chargé de la Réforme de l'Etat.

Blaise LOUEMBE